

Fontaine, notre planète commune, écologique et solidaire

Une gestion à bout de souffle

Le rapport d'orientation budgétaire 2025 révèle des choix financiers contestables, influencés par l'alignement politique de la municipalité sur le gouvernement en place.

Contexte global: un alibi insuffisant

La municipalité invoque les crises nationales et internationales pour justifier des mesures d'austérité aux conséquences concrètes : hausse des impôts locaux et des tarifs, réduction des services publics et retard dans le seul projet "emblématique": la construction du groupe scolaire Rose Valland.

Une gestion déséquilibrée

Ces justifications dissimulent une gestion déséquilibrée, marquée par des dépenses mal maîtrisées et des recettes insuffisantes, hors impôts, dues à l'immobilisme en matière de logement et au manque de dynamisme économique, limitant la réponse aux besoins des habitants.

Des promesses non tenues

Les 44 millions d'euros d'investissements promis en début de mandat s'effondrent, avec moins de 25 millions € susceptibles d'être réalisés. De nombreux projets majeurs, comme la rénovation des écoles, du centre de loisirs Saint Nizier, la végétalisation et les aménagements urbains, subissent retards, abandons ou réductions, révélant un manque de pilotage et d'anticipation, au détriment de la qualité de vie des habitants.

Jean-Paul Trovero (PCF), président

Amélie Amore (PS),
Raymond Souillet (société civile)
Laurent Jadeau (PCF)

Oser à Fontaine

Exercice de gestion ou conviction ?

Le contexte politique national est instable, la France est très partagée et c'est inédit.

Un environnement par conséquent compliqué qui implique des politiques fortes. Et c'est là que nous voyons si une collectivité est capable de marquer d'une pierre blanche ses priorités essentielles.

Le débat d'orientation budgétaire révèle les positions politiques des différents groupes. La majorité municipale se positionne du camp présidentiel macroniste. De notre côté, nous préférons lutter contre les cures d'austérité du gouvernement.

La hausse des prix de l'électricité, les baisses de subventions de l'État aux collectivités locales, le faible niveau d'investissement national conduisent notre commune à faire avec des moyens contraints.

Heureusement, la gauche à Fontaine a freiné ces élans néfastes : la hausse des impôts locaux du mandat précédent, conjuguée à la hausse mécanique des bases d'imposition et cumulée au désendettement passé ont donné l'oxygène nécessaire pour investir. Le Maire ne l'admettra pas et se félicitera de son action. Pourtant, sans ressources aucun service ni projet structurant n'aurait été envisageable.

Ces recettes doivent rendre les services solidaires pour tou.te.s. À Fontaine, beaucoup sont en difficulté. Climat social dégradé, pouvoir d'achat en berne, inflation, nous pourrions donc attendre un coup de pouce réel de la ville. Pourtant, pas un mot dans le Rapport d'Orientation Budgétaire sur les questions sociales. Pas un centime de plus ne sera octroyé.

Par ailleurs, ceux-là même qui fustigeaient les trop nombreux emplois municipaux devraient admettre qu'ils sont indispensables. Après avoir mené les réformes exigées par la loi, ils constatent que baisser la masse salariale exige plus que leurs discours démagogiques passés.

Mais vigilance : ils veulent faire des « économies » sur le dos des équipes, travailler sur une « refondation et restructuration » avec départs en retraite non remplacés, ça ne vous rappelle pas les discours nationaux ?

Sophie Romera (L'APRÈS), présidente

Jérôme Dutroncy (LFI)